

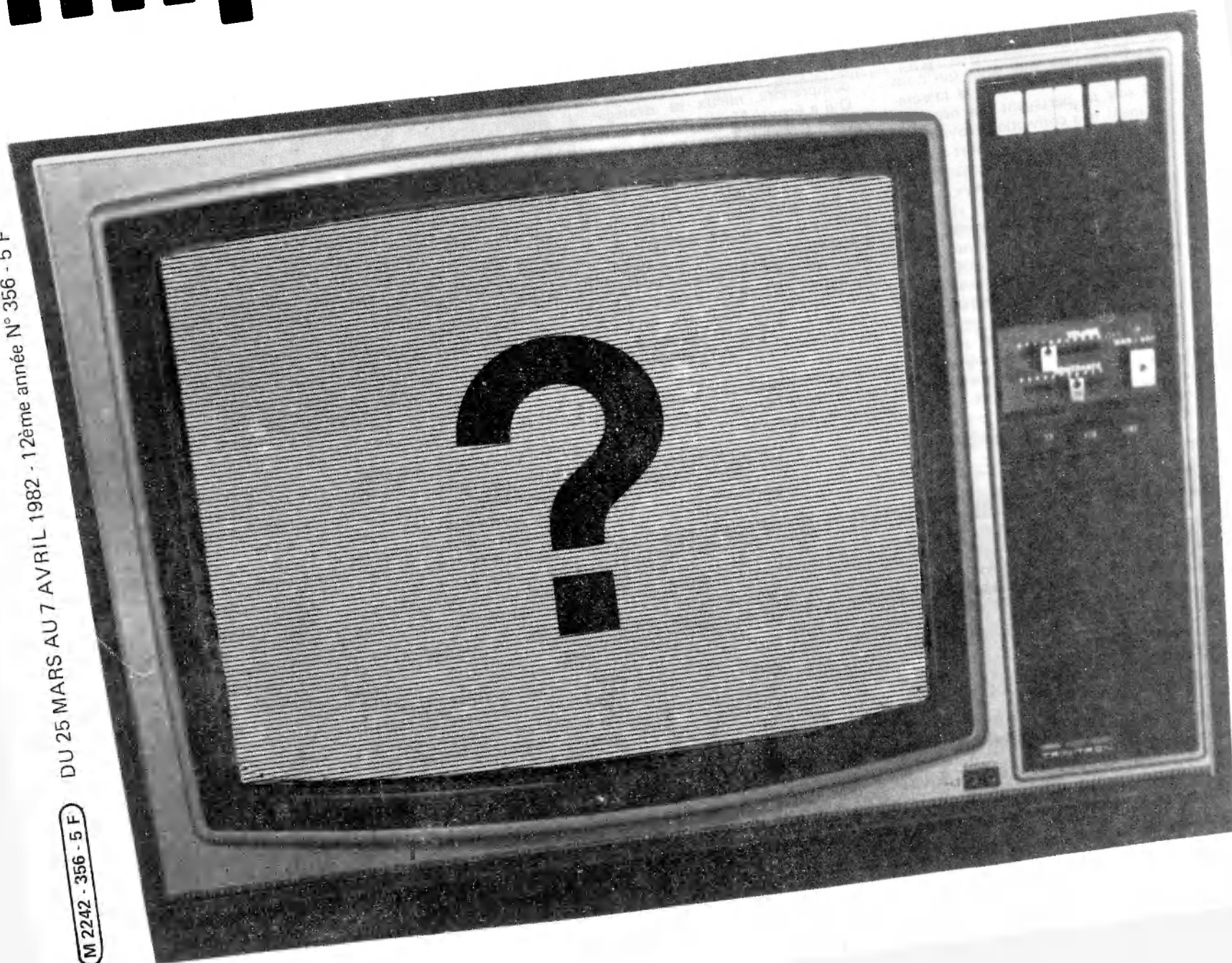
royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



la réforme impossible



DU 25 MARS AU 7 AVRIL 1982 - 12ème année N° 356 - 5 F

M 2242 - 356 - 5 F

que deviennent les «mercredis»?

Depuis des années, se tiennent, chaque semaine, dans nos locaux parisiens des réunions appelées tout simplement «Mercredis de la NAR». A l'origine, nous les avions conçues comme des rencontres entre les principaux animateurs de «Royaliste» et les militants et sympathisants de la NAR. Sans renoncer totalement à cette formule, qui a l'avantage de permettre une discussion et une recherche permanentes dans notre mouvement, nous avons tenté cette année un pari plus ambitieux : inviter, chaque semaine ou presque, le spécialiste d'une question, le représentant d'une activité, d'un courant de pensée, afin qu'il nous expose le résultat de ses travaux et les leçons qu'il tire de son expérience concrète.

Il est clair que ceux qui nous font l'amitié de venir le mercredi soir ne partagent pas nécessairement nos convictions royalistes, ni même nos choix à court terme. Il est bon, au contraire, que nous entendions d'autres voix, que nous confrontions nos idées à d'autres traditions de pensée, que nous remettions en cause nos propres analyses. C'est ce que nous faisons chaque mercredi soir et il semble que bien peu de familles politiques aient cette attitude d'ouverture et de débat permanent. C'est là un premier enrichissement et il convient de dire que ce journal ne serait pas ce qu'il est si nous ne prêtions pas une attention extrême aux conféren-

ces de Philippe de Saint Robert, du général Gallois, de Philippe Robrieux...

Mais ces Mercredis ne concernent pas seulement la rédaction du journal. Ce sont des veillées où chaque lecteur est invité en permanence pour écouter, pour interroger, ou pour contredire. Là encore, il convient de souligner que bien peu de journaux et de mouvements offrent à leurs lecteurs et à leurs militants autant d'analyses essentielles sur autant de sujets fondamentaux, et une telle possibilité de dialogue direct (qui se poursuit en général, sans façons, après la conférence au cours d'un repas froid pris sur place). Qui a entendu Roger Pannequin un soir sait d'avance ce que sera le congrès du P.C. et comprendra mieux sa stratégie. Qui a écouté Marcel Jullian et Olivier Germain-Thomas comprend infiniment mieux la radio et la télévision qu'après avoir lu cent articles sur le sujet.

Bien sûr, chacun peut lire les articles de nos invités dans la grande presse, et les voir à la télévision. Mais on ne dialogue ni avec du papier ni avec un poste. Ce qui nous permet de dire, sans aucun complexe, que nos «Mercredis» sont beaucoup mieux qu'«Apostrophes».

Si les Parisiens savaient combien nos lecteurs de province et de l'étranger les envient...

Régine JUDICIS

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

dans le «Parisien libéré»:

un débat sur la

M. Brejnev proposant un moratoire dans l'installation de ses missiles «SS 20» braqués sur l'Europe de l'Ouest, a immédiatement provoqué dans les capitales occidentales des réactions justifiées de doute sur ses prétendues bonnes intentions. Comment les grands média traitent-ils l'affaire ? Ils se contentent de répercuter les deux thèses, ainsi au journal parlé de «France-Inter», le journaliste a-t-il rappelé que les 300 SS 20 déjà installés permettaient «paraît-il» (il voulait sans doute dire d'après des informations d'origine américaine ... ?) de détruire 900 objectifs occidentaux. Le «paraît-il» est extraordinaire car il traduit non seulement l'ignorance avouée de l'état des choses mili-

y rappelle la doctrine qu'il a fait sienne :

«le premier élément est la dissuasion nucléaire sur laquelle la France fait essentiellement reposer sa sécurité. Qu'il s'agisse de la force nucléaire stratégique ou de la force nucléaire tactique qui lui est étroitement liée... Nos lecteurs habitués savent ce qu'il y a de contestable dans cette dernière affirmation. Diviser le concept de dissuasion, c'est rendre la guerre nucléaire possible. C'est prendre le risque de ne plus rien maîtriser parce que l'ennemi ne sait plus jusqu'où il peut aller sans trop risquer et qu'il a donc la tentation d'aller trop loin. «C'est à la lumière de ces considérations qu'il faut comprendre les décisions in-



■ Pluton : le nucléaire tactique

taires, mais encore la paresse à s'informer à des sources sûres. Le général Gallois dit, dans le numéro à paraître de nos «cahiers trimestriels» : «les moyens d'information ne se tiennent pas à jour et savent mal traiter de ces affaires. Ce n'est pas leur métier et ils «désinforment» l'opinion publique.»

Aussi est-ce une bonne surprise de constater que «Le Parisien Libéré» («nouvelle formule») a décidé de se lancer dans une série d'articles de réflexion sur les questions militaires. Il faut en effet que l'information passe dans des journaux du tirage de celui-ci, car le débat concerne l'ensemble des Français.

Dans l'article qu'il a donné au «Parisien», Charles Hernu, le ministre de la Défense en personne,

tervenues au Conseil de Défense le 30 octobre 1981, et qui prévoient notamment la présence permanente de trois SNLE (sous-marin nucléaire lanceurs d'engins) à la mer, et le durcissement de leurs moyens de transmission, la mise en construction d'un septième SNLE, la modernisation des Pluton, etc. Là encore on mélange tout, et le résultat est là : un septième «SNLE» c'est bien, mais il n'y a vraiment pas de quoi se vanter. Que d'argent gaspillé dans des secteurs contestables et qui serait mieux utilisé à mettre en chantier un 8ème et un 9ème sous-marin, le plus rapidement possible.

Charles Hernu, véritable porte parole de la corporation militaire, défend ensuite les moyens conventionnels : «Nos forces classiques nous permettent de prêter assistance rapidement aux pays amis

Défense

auxquels nous lient des accords de défense, elles nous permettent également de protéger ou d'évacuer nos ressortissants.»

Cela est vrai, mais ne suppose pas la mobilisation permanente de «314.000 militaires d'active et 262.000 appelés». Alors, pour ceux-ci, M. Hernu trouve une autre mission : «*La France conserve donc des forces conventionnelles qui contraindraient un adversaire cherchant à contourner nos défenses nucléaires à préciser ses intentions.*» C'est la thèse développée sur deux pages par le général de Barry qui envisage la fameuse «bataille de l'avant» en Allemagne de l'Ouest. On en arrive vite à des absurdités. Le général raconte ses phantasmes : une formidable bataille de chars : «*Si les Soviétiques passent à l'offensive et veulent aborder le Rhin, ils seront bien obligés de bousculer les forces que nous avons en Allemagne. A partir de ce moment là le gouvernement devra décider de la riposte nucléaire tactique et éventuellement stratégique si nos intérêts vitaux sont menacés.*» Le journaliste du «Parisien» lui demande alors très justement si dans ce cas «*le tir nucléaire français (tactique) serait perçu comme un avertissement, marquant une escalade certaine dans le déroulement des combats. Le problème se pose si les Américains se voient forcés d'utiliser l'arme nucléaire tactique avant les régiments Pluton de la 1ère armée française ou les escadrons de la Fatac. Comment l'adversaire prendrait-il conscience du tir français ?*» —«*Bien entendu, il n'est pas question de mettre un petit drapeau français derrière chacune de nos armes nucléaires tactiques...*» (!!!), et d'expliquer laborieusement que notre armement nucléaire tactique serait conçu pour «*une frappe unique, massive et non renouvelable, accompagnée d'une déclaration gouvernementale destinée à marquer de manière très ferme la signification nucléaire nationale...*»

La vérité, c'est qu'il y a là une interpénétration dangereuse des notions du «tactique» et du «stratégique». Soit notre force de dissuasion est crédible parce qu'elle est aux mains d'un chef de l'Etat ferme s'appuyant sur un peuple résolu, soit l'adversaire pense que nous n'oserons pas employer l'arme nucléaire stratégique. Préparer

un «avertissement» prend l'allure d'une reculade. «Le Parisien Libéré» a été obligé d'interroger le général Gallois, mais son article est dans un petit «encadré», marginalisé, très technique, sera-t-il lu ? Le 2ème volet de l'enquête du «Parisien» est consacré au service militaire. Ce n'est que le point de vue de l'état-major : «Pourquoi on ne peut pas ramener le service national de 12 à 6 mois». Ben tient donc. «*Aujourd'hui impopulaire, archaïque, souvent jugé injuste et inadapté, le service peut être au contraire une époque de la vie enrichissante, utile, voire exaltante. Cette forme de service existe, nous l'avons rencontré.*» Et dans ses articles des numéros suivants, le «Parisien» raconte «la vie des appelés au 92e RI et au 9e RCP.» Ou : comment d'un débat utile sur des questions vitales on passe à ce qu'il faut appeler de la «désinformation», même si cela vient des ministères et des états-majors, et au bourrage de crâne pour future «chair à canon».

F.A.

«Le Parisien Libéré» des 16, 17 et 18 mars 1982.

le pétrole, le dollar et la crise

Que les lecteurs se rassurent, il ne s'agit pas d'une fable : l'économie, matière austère, ne suscite pas de La Fontaine.

Il n'empêche ! La baisse, toute modérée, du prix de l'essence donne à penser dans les chaumières. La droite, bien sûr, hurle à la démagogie. Il est vrai qu'une brillante réussite en matière économique l'a placée, pour quelques temps, à l'abri de ces viles tentations... Certain Diafoirus vous expliqua docement, sans toutefois prescrire les bons remèdes, que si votre fille était muette, c'est qu'elle se remettait mal de «chocs pétroliers» successifs. Las ! Aujourd'hui l'OPEP se lamente, l'Angleterre brade et les difficultés persistent néanmoins. On attendait donc, ici ou là, traduisez à droite ou à gauche (on n'a pas de préjugé), quelques commentaires s'élevant au dessus du ras des pâquerettes et de la polémique.

Le cours du dollar jouant les montagnes russes (avec quelques conséquences sur les factures pétrolières) un esprit vicieux aurait pu tancer vertement le système monétaire international. Chacun sait aujourd'hui qu'il permet aux Etats-Unis, lorsqu'ils se relâchent, de faire payer l'addition par les «copains», et lorsqu'ils reviennent

cantonales :

leçon pour le P.S.

Ce numéro sera achevé avant le second tour des élections cantonales. Mais les résultats du 12 mars sont suffisamment significatifs pour qu'il soit possible d'en tirer quelques leçons.

Nous n'entrerons pas dans la querelle qui oppose le Ministère de l'Intérieur et «Le Monde» sur les résultats respectifs des deux camps. Quelle que soit la nature des voix comptabilisées dans les «divers gauche» et leur affectation, il est clair que la France électorale se divise en deux camps de force sensiblement égale. Ce qui, quelque mois après l'indiscutable succès de la gauche aux présidentielles, relance la classique querelle sur la légitimité démocratique du Pouvoir, puisque les majorités présidentielle et parlementaire semblent remises en cause par un scrutin particulier et partiel mais qui représente tout de

même un sondage «grandeur nature».

La droite avait, bien entendu, tout intérêt à ce que les cantonales prennent une telle signification. Mais la gauche s'est précipitée tête baissée dans le processus de la politisation à outrance, cherchant une confirmation de sa victoire de Mai et une nouvelle extension de son pouvoir. Cette attitude, qui se retourne contre la gauche, est contestable sur le fond : si les socialistes croient à la décentralisation, à la nouvelle citoyenneté, pourquoi s'acharnent-ils à vouloir conquérir et contrôler les conseils généraux ? Que vaudront les institutions régionales et locales si elles sont aux mains d'appareils partisans centralisés ? Une fois encore, il faut souligner que la logique des partis contredit directement l'exigence de décentralisation.

Reste à savoir la raison de l'échec de la gauche au premier tour. Il y a certes le recul considérable du P.C. (annoncé par Philippe Robrieux dans notre dernier numéro) dans une consultation où il est d'ordinaire très à l'aise. Certes, la droite pourra saluer la «résistance au changement», pourtant peu évidente en ce qui concerne les grandes réformes de structures, qui n'ont pas de retentissement immédiat sur la vie des Français. Mais il est beaucoup plus probable que, comme le reconnaissait Pierre Mauroy le 10 mars à Grenoble, la politique de la gauche soit mal acceptée parce qu'elle est mal expliquée. Il ne suffit pas d'avoir raison (parfois !). Au contraire, le sentiment de posséder la vérité engendre la suffisance, l'intolérance, le sectarisme. Nous le disons depuis des mois. Mais le Parti Socialiste, tout à sa contemplation narcissique, ne veut rien entendre ni rien voir. Notamment, il ne s'aperçoit pas qu'il doit sa victoire à des électeurs qui n'ont pas la carte du P.S. et qui, parfois, n'appartiennent même pas à la tradition de gauche. Lassés d'être méprisés ou niés, ceux-là seront tentés de reprendre leurs distances. Que Lionel Jospin y réfléchisse, dès le 22 mars.

Alain SOLARI

Y. LANDEVENNEC

la planification lyrique

Avec ses quatre malheureux petits tableaux et sa remarquable absence de données chiffrées,⁽¹⁾ le «Plan Rocard» fait-il partie d'un nouveau genre économique que d'aucun appelle déjà la «Planification lyrique»? Derrière le creux de certaines phrases et des effets grandiloquents, il y a pourtant des idées intéressantes.

Il ne faut pas être grand clerc pour constater que le «plan intérimaire pour 1982 et 1983» publié par le ministère de M. Rocard est un document bâclé.

Dès l'introduction et les deux premiers chapitres qui dressent le constat d'échec du libéralisme, les premières fautes de rédaction apparaissent. A vouloir condenser toutes les critiques que l'on pouvait faire de la gestion précédente, et notamment celles de la commission Bloch-Lainé, on en arrive à écrire à trois pages d'intervalle que la politique libérale, au cours des dix dernières années, «a eu pour objectif de ralentir l'inflation, de rétablir les profits et de maintenir une forte parité du franc.» (p.9) et «Une telle politique a été à l'origine de fortes tensions inflationnistes dès le début des années soixante-dix, alimentée par une politique de dépréciation monétaire destinée à faciliter les exportations...» (p.12) Cette contradiction en précède d'autres, que l'on peut plus ou moins justifier parfois, après un effort de réflexion pour essayer de discerner ce que les rédacteurs ont voulu dire.

Dans la mesure où il s'agit pour l'essentiel d'un document préparatoire pour le véritable Plan qui entrera en application le 1er janvier 1984, on pourra, peut-être, excuser ces erreurs de jeunesse. Mais, en 1984, beaucoup de batailles devront avoir été gagnées, ou bien seront irrémédiablement perdues. Et l'impréparation socialiste, que chacun relève, finit par exaspérer ceux qui, comme nous, pensent que le gouvernement de la Gauche pourrait, tout de même, faire avancer notre pays vers plus de justice, voire plus de prospérité.

Cela est d'autant plus frustrant que l'on ne peut s'empêcher de partager un grand nombre des idées exprimées dans ce document d'environ 300 pages.

LE CHOMAGE AU COEUR DE LA CRISE

On ne peut en effet qu'approuver cette affirmation, contenue dans les premières lignes de la par-

tie «bilan», que le chômage est au cœur de la crise de la société française : «Le nombre de ceux qu'il frappe, l'angoisse de ceux qui le redoutent, l'inquiétude des jeunes dont il obscurcit l'horizon et détruit les projets, les inégalités qu'il aggrave, entre homme et femme, entre classes d'âge, entre régions, la pauvreté qu'il provoque parmi les exclus du progrès, font croître des phénomènes de désagrégation sociale qui sont une grave menace pour l'avenir.» Certains ne verront peut-être qu'un discours démagogique là où il y a un signe de lucidité certaine, fruit d'une analyse des problèmes de notre société, que nous partageons.

Au nom de cette analyse, le «Plan Rocard» se permet ainsi de critiquer ce que Giscard croyait sans doute la partie la moins attaquable de ses réalisations sociales. Il est juste de dire, à propos des théories giscardiennes «sur le minimum de revenu garanti ou sur l'impôt négatif, une telle conception de la solidarité aurait abouti à un système de prestations sociales faisant une place croissante à des formules proches de l'assistance.» Et il faut des socialistes pour dire cela à des libéraux !

Mais nous avons affaire ici à ces socialistes qui ne croient plus en «l'Etat-providence» et qui nous sont proches au point d'employer nos mots. Ainsi, lorsqu'ils refusent un clivage inacceptable entre des citoyens actifs et des citoyens passifs (aboutissement extrême de la société duale chère à Stouffier, et dont nous avons souvent parlé dans ces colonnes), ils affirment qu'«il faut donner droit de cité à une nouvelle citoyenneté qui ne se limite pas à l'exercice du droit de vote, mais qui procède, dans tous les secteurs de la vie collective, dans l'entreprise, dans la cité, dans la région, dans la vie quotidienne, d'un meilleur partage des responsabilités.» Entièrement d'accord !

Mais il vous faut, alors, vous garder de la tentation de donner, parfois, des leçons de libéralisme économique aux économistes li-



■ le plan Rocard : un document bâclé

béraux... Trop souvent, on a en effet l'impression que les collaborateurs de M. Rocard sont formés au même moule de pensée économique que leurs prédécesseurs giscardiens. C'est ainsi qu'ils semblent accepter comme une preuve de «modernisation de notre société», sans les réserves d'inventaire qui s'imposeraient pourtant, le fait que la France «s'est engagée activement dans la construction européenne et s'est ouverte à la concurrence internationale.» Il y a ici et là les marques d'un aveuglement doctrinal qui ne peut que frapper de stérilité tous les efforts de réflexion sur une redéfinition des rapports sociaux et économiques dans la cité.

DES PRIORITÉS BIEN CHOISIES

Nous ne pourrions, faute de place, analyser dans le détail les mesures préconisées par le plan intérimaire. Disons simplement que la priorité numéro 1 nous semble bien choisie : «Une stratégie pour l'emploi». Celle-ci s'appuie secondairement sur «un programme de solidarité nationale» dont la réduction du temps de travail aurait dû être une première étape (c'était mésestimer la désagrégation sociale, la montée des égoïsmes et des corporatismes, pourtant signalée) et prioritairement sur «la recherche d'une croissance durable et plus rapide».

Cette recherche est caractérisée par ce que l'on ne peut s'empêcher d'appeler un «pompolidolisme» économique. C'est un peu du «tout pour la production», et l'industrialiste-massif Chevènement a dû, pour une fois, se sentir en accord avec les services de M. Rocard. Il y a un redressement à effectuer dans les domaines de la production, de la recherche technologique, de l'énergie (elle sera nucléaire), cela grâce à un réengagement tout azimut de l'Etat.

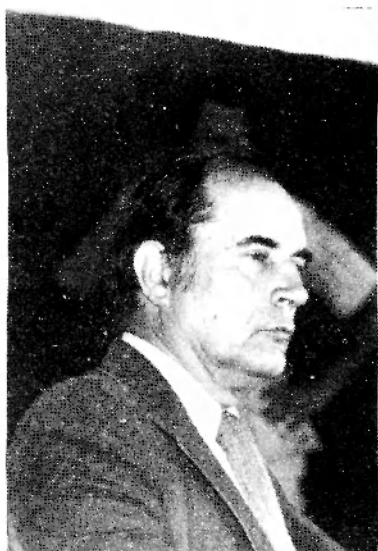
Après avoir déploré l'indolence giscardienne durant des années, nous serions mal venus de critiquer ceux qui veulent faire quelque chose pour nous sortir de la crise. Pourtant comment ne pas signaler que productivisme-massif et interventionisme autoritaire ne riment pas souvent avec régionalisation et nouvelle citoyenneté ?

Frédéric AIMARD

(1) Peut-être vaut-il mieux d'ailleurs pour la crédibilité du texte. Car lorsque par inadvertance un chiffre est lâché, on s'interroge. Par exemple : «Le renforcement des pouvoirs des collectivités territoriales entraîne une modification des rapports entre l'Etat et ces collectivités. D'une part, à terme, la part du produit de la fiscalité devant revenir aux collectivités locales passera de 19% à 25%. Leurs possibilités d'intervention dans le domaine économique seront ainsi accrues», etc. Faut-il souligner la modicité du pourcentage concerné, encore mise en valeur par ce «à terme»? Et qu'en est-il des paragraphes où l'on nous promet des changements énormes, mais où l'on ne donne aucun chiffre ?

hasardeuse mission pour mitterrand

Le président de la République a donc accompli ce voyage qu'il avait promis et dont il n'est pas possible de contester la haute valeur morale.



■ François Mitterrand a joué sa carte du cœur

Sans doute François Mitterrand se serait-il considéré comme parjure à l'égard de lui-même, s'il n'avait pas accompli sa promesse, en dépit des meilleures raisons prudentielles qui le poussaient à l'ajourner. Maintenant qu'il a accompli le geste, il est permis de penser qu'il a comme l'impression amère d'avoir joué sa carte du cœur, sans qu'il ait pu changer quoi que ce soit à une situation inextricable.

Beaucoup, lui-même sans doute, attendaient une sorte de miracle, un nouvel état de grâce qui brusquement dénouerait ce conflit impossible. Un jeune écrivain juif évoquait le voyage au Québec du général. Pour tous ceux qui ont Israël (ou la Palestine d'ailleurs) comme une écharde dans leur chair, c'était de toute façon un grand événement, dont rien, pas même un brutal échec politique ne pouvait gâcher le sens.

La France en rendant visite pour la première fois à Israël, a affirmé les liens tissés avec ce peuple, sa reconnaissance d'un grand passé qui nous a fait nous-mêmes et qui continue à nous faire vivre. Elle a reconnu aussi à la face du monde la grandeur héroïque d'Israël et du martyr de ses fils. Aucun fils de ce pays, si prévenu ou si furieux soit-il de la politique de l'Etat d'Israël n'a pu rester insensible à cela. Si François Mitterrand n'avait accompli sa visite que pour cela,

pour un pèlerinage, elle n'aurait pas été inutile. Quant à la politique, hélas...

Le rappel de la venue historique de Sadate à Jérusalem, et de son discours à la Knesset ne pouvait qu'accuser un sentiment d'impuissance. Le président égyptien est bien mort sacrifié à son rêve de paix et de fraternité. Et son partenaire, l'impavide Menahem Begin, n'a rien fait pour l'aider à sortir du mauvais pas où il s'était mis face à la nation arabe. Les Américains de leur côté ont fait payer à celui qu'ils avaient amené à Camp David un prix très lourd pour sa bonne volonté, le poids de leur présence massive dans son pays. Mais surtout il est probable qu'ils n'ont pas hésité à le lâcher dès que leur politique s'est révélée vouée à l'échec (avaient-ils tant d'illusions d'ailleurs ?) Le plan Fahd prenait la suite de Camp David, Anouar el Sadate n'était malheureusement plus un homme très utile.

Le rappel de sa visite ne constituait donc pas un très bon présage pour François Mitterrand. Un bon présage politique du moins. Jean Daniel qui plaide depuis si longtemps pour la politique menée aujourd'hui par le président est bien obligé d'en convenir. Les impossibilités politiques, stratégiques

des uns et des autres sont affirmées trop massivement pour que le directeur du «Nouvel Observateur» se fasse trop d'illusion. Pour lui aussi, il s'agissait d'abord d'affirmer la perception historique que la France a d'un conflit qui pose toutes les mesures positives et les prudenances, et face à quoi le réalisme s'avère impuissant.

Menahem Begin s'est chargé à la face du monde, de mettre les choses au point si l'on en doutait encore. En mettant violemment en cause notre ministre des Affaires étrangères au risque de créer un grave incident, il a affirmé son refus absolu d'admettre ce que son interlocuteur lui proposait en termes plus diplomatiques. François Mitterrand a encaissé sans broncher. Il s'y attendait sans doute. Cela ne l'avait pas empêché de remplir sa mission et de lancer un message qu'il ne désespère pas de faire entendre un jour.

Le président français, le plus proche d'Israël, dont les amitiés et les convictions sont connues depuis toujours sans pouvoir être suspectées, est aussi celui qui pour la première fois a affirmé là où on était le moins disposé à l'entendre la nécessité d'un Etat palestinien. Ce n'est pas rien. Un certain nombre de Palestiniens et d'hommes d'Etat arabes ont pu apprécier. C'est tout de même Arafat qui déclarait ne voir que des avantages au fait qu'un ami du peuple israé-

lien puisse aller plaider sur place la cause d'une négociation. Chedli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe avait dit approximativement la même chose à Pierre Mauroy lors de son récent passage à Tunis.

La rencontre de Claude Cheysson avec des notables palestiniens pouvait aussi éclairer beaucoup sur les vraies intentions de la France. A ce propos, on doit encore retenir l'analyse de Jean Daniel : «Le souci de François Mitterrand de ne pas laisser les Israéliens avec comme seuls alliés les Etats-Unis, son désir de les réintégrer dans la communauté des nations de l'Occident et du Tiers Monde sont une manière d'apaiser ce sentiment de solitude et d'insécurité qui a été à l'origine de toutes les actions «préventives» du petit Etat hébreu. Il semble que contrairement aux maximalistes de tous bords, les Palestiniens des territoires occupés aient bien compris cette dimension du voyage de Mitterrand.»

Mais pour que cela porte des fruits, il faudrait aller jusqu'au bout de cette politique. Faire comprendre aussi bien aux Arabes qu'aux Juifs qu'ils n'ont rien à attendre de grandes puissances qui mènent leur jeu bien loin du vrai souci des peuples qu'ils sont sensés protéger. Sans doute la sécurité d'Israël passe-t-elle d'abord par l'indépendance totale et la reconnaissance de son appartenance pleine et entière à la communauté des peuples du Proche Orient. Le jour où les uns et les autres se seront détachés de leurs protecteurs respectifs, un grand pas aura été accompli. On n'en est pas là du tout. Menahem Begin et les siens sont trop évidemment sincères lorsqu'ils évoquent la menace formidable qui pèse sur eux. Avec leur angoisse constante de l'anéantissement, il leur est radicalement impossible de concéder quoi que ce soit. Certains craignent que l'Etat d'Israël est disparu d'ici dix ans...

Dans ce climat, il n'y a pas de solution, sauf celle qui consiste à montrer qu'il n'y a qu'une seule voie possible, celle de la paix et des retrouvailles. En étant en même temps l'amie d'Israël et des Palestiniens, la France peut y aider. Il y faudra une infinie patience.

Gérard LECLERC



■ le rappel de la visite de Sadate : un mauvais présage

yalta ou la culpabilité des démocraties

Yalta, une ville modeste, en somme, pour une si grande notoriété. Le sort du monde y aurait été décidé. Sans doute le pouvoir simplificateur des opinions publiques et le gouvernement par multitudes interposées, sont-ils à l'origine de cette trop facile polarisation.

En réalité, l'ordre des choses, dont on dit qu'il fut façonné à Yalta, a des origines plus nombreuses et bien plus complexes que les accords et les désaccords intervenus entre les trois grands responsables qui se réunirent, sous un beau soleil, du 4 au 11 février 1944 à Yalta.

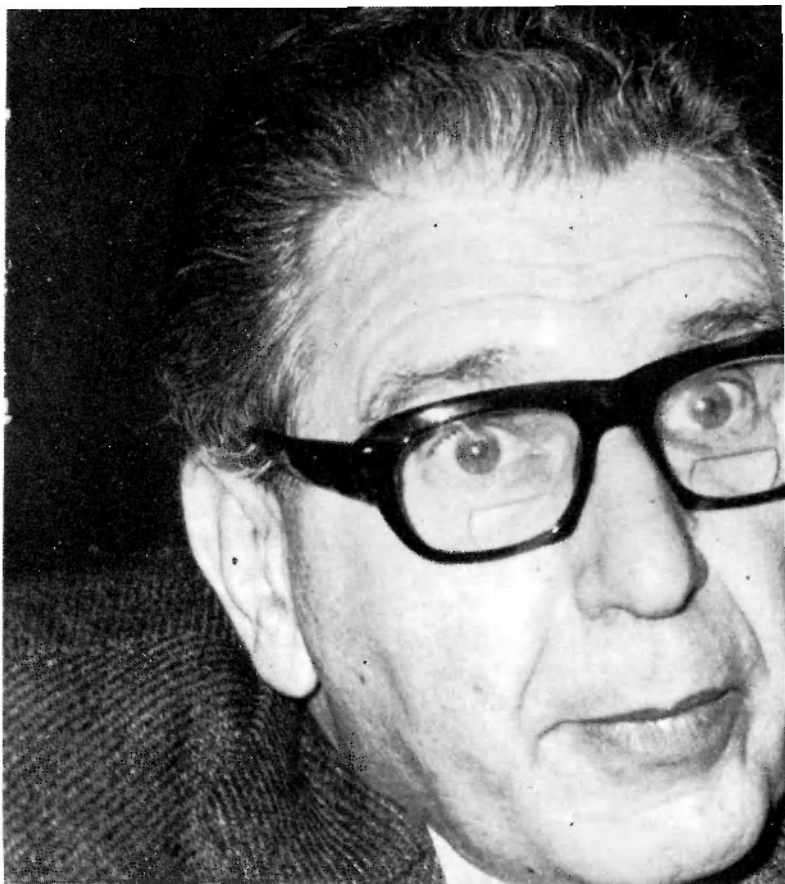
Non seulement trois conférences, à Téhéran, à Yalta et à Postdam, en décidèrent mais aussi, et surtout, un réseau complexe de négociations bilatérales et multilatérales, par le truchement d'ambassadeurs en poste, d'envoyés spéciaux, voire de premier ministre (ce fut le cas lors du voyage à Moscou de Winston Churchill en octobre 1944), le tout modelé par la volonté d'un Staline fort, à la fois, des sacrifices de son peuple et d'une puissance militaire unique en Eurasie.



Et puis, ce sont bien davantage la succession des événements, les différents comportements des hommes de gouvernement et des peuples, avec leurs carences ou leur génie pour les premiers, leur médiocrité ou leur courage pour les seconds, qui modifièrent aussi profondément le cours de l'Histoire. A l'issue de la réunion de

Postdam, l'Américain Byrnes s'écria : «Celui par qui s'est créée une situation d'où l'URSS a acquis au sortir de la guerre, une telle puissance, a commis une faute terrible. L'Angleterre n'aurait jamais dû laisser Hitler s'installer...» L'Angleterre ? Et la France donc !

Mais, depuis la paix de Versailles, la première ne songeait qu'à limiter le parti que la France aurait pu tirer de sa coûteuse victoire. Quant à la France elle-même, avec ses gouvernements trimestriels - quand ils dépassaient les premières vingt-quatre heures - elle eût été bien incapable de représenter une force diplomatique et politique et militaire capable de la mettre à l'abri de l'ouragan qui allait tout emporter. M. Byrnes aurait dû se rendre compte que son pays avait sa part de responsabilité dans l'avènement du IIIème Reich. Désavouant son président, il avait renoncé aux engagements souscrits à Versailles, entraînant la Grande-Bretagne dans le même reniement et isolant la France triomphante, mais exsangue. Les ambitieux projets wilsoniens d'un monde libéral organisé avec le concours de la puissance américaine s'étaient évanouis, l'Amérique s'était repliée sur elle-même et son appareil militaire était devenu embryonnaire. Bref une partie du monde était à prendre parce que le vide politique et militaire y avait été fait, et Hitler s'y employa.



Bien avant qu'Hiroshima et Nagasaki arrêtent instantanément les hostilités de la Deuxième Guerre mondiale, les avertissements n'avaient pas manqué. Et provenant d'Amérique. Dès le mois d'octobre 1940, c'était l'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou qui écrivait en substance : «... pour nous, la meilleure politique revient à garder nos distances, à montrer notre force (laquelle ?) ... dès que ces gens croient que nous recherchons l'apaisement parce que nous faisons des avances, ils cessent instantané-

Avec ses remarquables capacités prospectives, le géopolitologue britannique Halford Mackinder publia en 1943, une étude d'où peuvent être extraites les phrases suivantes, pour le moins prophétiques :

«... Toutes choses bien considérées, si l'Union Soviétique termine victorieusement la guerre contre l'Allemagne, d'une manière inévitable une conclusion s'imposera : elle sera la plus grande Puissance terrestre du globe. De plus, elle se trouvera être, stratégiquement, la Puissance disposant de la plus for-

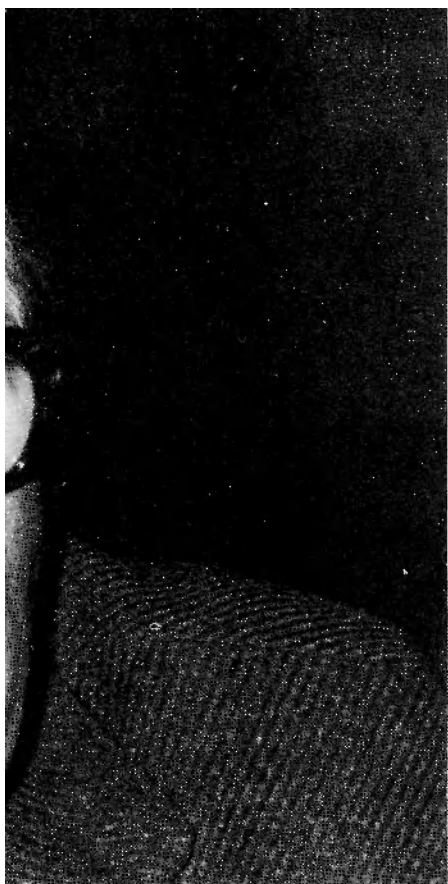
par le général pierre gallois

ment toute coopération... seule la force leur en impose». Un peu plus tard, c'était Georges Kennan, spécialiste américain des questions soviétiques, qui écrivait au Département d'Etat :

«... associer la Russie à la défense de la démocratie serait identifier les Etats-Unis aux méthodes d'oppression soviétiques en Europe de l'Est (et paraître soutenir) la politique intérieure d'un régime qui est profondément redouté - et aussi détesté - dans cette région du monde».

te des positions défensives. Le «Heartland» (1) est la plus grande des forteresses naturelles qui existe sur terre. Pour la première fois dans l'Histoire, cette forteresse est défendue par une garnison suffisante, à la fois quant au nombre et quant à la qualité.»

Deux ans plus tard, les dirigeants politiques et militaires américains, bombe atomique en poche, comme certains d'entre eux le disaient déjà à l'issue de la conférence de Postdam, s'imaginaient qu'ils détenaient le moyen de tenir en respect «cette plus



grande Puissance terrestre du monde». C'était vrai en ce qui concerne la seule protection du territoire américain. Faux pour le reste du monde. Et la suite des événements le prouve.

Au même moment, le président Roosevelt publiait dans le «Saturday Evening Post» (2) sa conception de la «realpolitik». «La future paix serait fondée sur le facteur puissance». Tout allait dépendre du rapport des forces entre les vainqueurs. La France vaincue et occupée, l'Allemagne et l'Italie en ruines, la Grande-Bretagne épuisée et la Chine en révolution, il n'allait manifestement rester qu'une seule force en Eurasie et c'était, malgré ses pertes et ses souffrances, la Russie soviétique. Dans le même temps, l'effort de guerre avait considérablement développé la puissance scientifique et industrielle des Etats-Unis et, intervenant dans toutes les parties du monde, ils constituaient l'autre pôle de puissance. Staline lui-même en convint qui accepta le rôle mondial de l'Amérique à condition, bien sûr, que la Russie demeurât libre de jouer le sien. Pour le président américain, le nouvel ordre international reposerait sur une entente entre quatre Puissances : les Etats-Unis, l'URSS et, pour réduire la liberté de manœuvre soviétique, sur deux figurants, la Grande-Bretagne et la Chine (de

Tchang Kai Chek). C'est dire qu'une fois les forces de l'Axe amenées à déposer les armes par la victoire totale des Alliés, Washington et Moscou s'entendraient sur le partage de zones d'influence. C'était disposer du reste du monde, accepter de faire bon marché de la volonté des peuples et décider que la force primerait le droit. C'est ce qui fut négocié à Téhéran, Yalta, Postdam, enfin à la conférence des ministres des Affaires étrangères, conférence réunie à Londres en septembre 1945 et qui devait traduire dans les faits les décisions - ou les oppositions - des grands dirigeants. On sait que cette conférence aboutit à l'échec et que dès lors, il devint évident que c'était la force et la force seule, qui allait modeler le nouveau visage du monde.

De même que le rejet par le Congrès des clauses de Versailles eut le plus funeste effet sur le destin de l'Europe occidentale, de même le singulier comportement de Roosevelt réunit toutes les conditions de la future dépendance des pays de l'Est et de l'Ouest européen, jadis Puissances souveraines, certaines d'entre elles déplaçant durant des siècles les frontières partout dans le monde et devenues, après deux grandes guerres, les plus dépendants des peuples.

Comportement étrange ? Certes. D'un côté, le personnage spéculait sur ses succès antérieurs en politique intérieure et sur ses dons de persuasion qu'il croyait sans limites pour organiser l'ordre international. De l'autre, il se voulait efficace et réaliste, pratiquant le double jeu, parfois non sans cynisme. Eden disait de lui qu'il était un illusionniste jonglant avec de la dynamite. Lors de la ruée vers l'est des blindés de Hitler, il crut deviner le futur cours des choses : cette guerre libèrera l'Europe de la domination nazie... et nous n'aurons plus à nous soucier d'une éventuelle domination par les Russes. La prédiction était à moitié juste. Ou à moitié fausse. A Churchill il écrivait : «... je peux manier Staline beaucoup mieux que le Foreign Office ou que mon Département d'Etat...» (3). Mais, en revanche, le président américain ne se faisait guère d'illusion sur le sort de l'Europe. «Il est évident que les Russes vont faire ce qu'ils veulent dans les zones qu'ils occupent... Bien avant la fin des hostilités, il était facile de prévoir que, le dernier coup de feu tiré, les Occidentaux démobiliseraient en hâte et que les retours au foyer

prendraient l'allure d'un raz-de-marée, tandis qu'à l'est, les forces russes demeureraient l'arme au pied sur toute l'étendue des territoires conquis. Entre les démocraties et l'autocratie soviétique, le déséquilibre était trop grand pour qu'on puisse remédier à ses terribles conséquences.

Sans doute, également, les négociateurs qui se retrouvèrent à Téhéran, à Yalta et à Postdam interprétèrent-ils différemment la même expression. Pour les Occidentaux, une zone d'influence était une zone où s'exercerait une influence politique et économique. A Moscou, il s'agissait de zones d'occupation. Comme les dirigeants occidentaux ne connaissent pas l'Histoire et qu'ils n'ont jamais eu le temps, une fois au pouvoir d'y apprendre leur métier, ce genre de confusion est inlassablement répétée. Il en alla ainsi de l'interprétation de la «coexistence pacifique» qualifiée de «détente» par les Occidentaux (croyant qu'il s'agissait là d'un comportement nouveau des Soviétiques partout dans le monde, concession qu'ils n'ont jamais faite et dont on ne voit pas pourquoi ils y consentiraient). Il en fut de même, encore, avec les ridicules accords d'Helsinki et l'incroyable crédulité - confinant à la sottise, pour ne pas dire plus - des dirigeants occidentaux s'empressant d'aller à Helsinki pour entériner un ordre des choses manifestement contraire à l'intérêt des peuples dont ils étaient responsables. Demain, les palabres sur le contrôle des armements conduiront aux mêmes désillusions. Ainsi va la peau de chagrin occidentale.

A l'époque de Yalta, le raisonnement soviétique était sans faille s'il s'inscrit dans la ligne des traités concrétisant des rapports de force. Il était inadmissible pour des dirigeants cherchant à fonder un nouvel ordre mondial sur les aspirations des peuples. Je vous donne la Grèce, l'Italie et le Japon pour y exercer votre «influence», disait en substance Staline, j'exercerai la mienne sur les pays de l'Europe de l'Est qu'occupent mes troupes. On coupera l'Allemagne en deux, les frontières de la Pologne seront repoussées vers l'ouest à son bénéfice et à celui de l'URSS, le gouvernement de ce pays sera celui qu'aura constitué Moscou, la France paiera en Indochine d'abord, le prix de sa défaite (Téhéran) et l'Allemagne paiera 20 milliards de dollars (dont la moitié pour l'URSS) au titre des «Réparations» (Yalta). Moscou entrera sans tarder en

guerre contre le Japon, l'Allemagne sera administrée par les Quatre (Postdam). Staline, cependant, ne put obtenir le mandat qu'il réclamait sur la Libye et sur Tanger.

Tandis qu'était ainsi organisé le monde futur, s'adressant au Congrès, Roosevelt y déclarait : «Yalta marque la fin des zones d'influence... des blocs de puissance».

Dire, aujourd'hui, que cette «organisation» politique et territoriale n'avait été approuvée par les dirigeants occidentaux que parce que ceux-ci escomptaient alors que l'URSS instaurerait de véritables démocraties dans les pays sur lesquels elle allait exercer son «influence», n'aboutit qu'à mettre en évidence la naïveté - ou la mauvaise foi - de ces hommes politiques. En fait, aucun d'eux ne pouvait être assez sot pour donner quelque crédit à pareille fable. Après Téhéran, Yalta et Postdam ne firent que mieux dessiner les contours de ces singulières «zones d'influence».



Mais comment aurait-il pu en être autrement ? Comment conduire les affaires étrangères d'un peuple lorsque les dirigeants, comme des marionnettes, apparaissent et disparaissent en quelques mois, voire quelques années, de la scène internationale ? Quel grand dessein peut-on nourrir - et exécuter - lorsque c'est en mois et non en lustres qu'il faut compter ? Un exemple : entre 1917 et 1980, l'Union Soviétique n'a eu que cinq maîtres. A l'autre extrémité de la gamme des instabilités, durant la même période, la France a souffert de plus de soixante gouvernements différents.

Pierre A. GALLOIS

(1) Le Heartland, le «cœur des terres», c'est-à-dire pour Mackinder le centre nord de l'Eurasie, région alors inabordable par mer et inexpugnable par terre. La combinaison du bombardier, d'abord, de la fusée ensuite, et de l'explosif atomique, allait mettre un terme à cette forme de «sanctuarisation» naturelle. Mais, en 1943, Mackinder ne pouvait le prévoir.

(2) Avril 1943.

(3) Il faut lire les dessous des négociations entre Américains, Britanniques et Russes dans «La paix saccagée» de Daniel Yergin. Edition Balland/France Adel.

un seul lit pour deux rêves

Reconnaître à un peuple dans son ensemble une volonté cohérente ou attribuer à la volonté de quelques uns le cheminement de l'histoire, la vieille interrogation m'a repris. Je n'ai jamais vu que confusément les rapports qu'entretiennent la volonté de certains et la présence de tous.

Dans cette magistrale leçon d'histoire que nous offre André Fontaine (1), il n'y a pas que cela, mais il y a aussi cela. Au temps des propagandes les plus perfides et les plus insensées sur la participation, l'entente ou la communication de masse - ce pseudo-messianisme des temps modernes auquel Pierre Legendre vient de régler son compte (2). Les relations internationales qui ne sont en réalité que des oppositions et des marchandages internationaux demeurent ce qu'elles n'ont jamais cessé d'être : l'affaire d'une poignée. Dans cette suite de haines polies ou de désaccords aimables et fraternels quels changements y lisons-nous depuis les Médicis, les Stuarts ou les Hohenstauffens ? S'aimer avec vigueur et force démonstrations lors des sommets ne saurait faire oublier qu'on se déteste aussi avec passion implacablement et méthodiquement et depuis peu militairement et scientifiquement. La scène internationale est bien ce théâtre d'ombres, elle n'est pas cet échiquier chargé de pièces maîtresses qui seraient les grandes puissances : il n'y a que le champ de nos aventures et de notre destin où s'ébrouent de grands fauves. Mais le destin de chaque peuple est une ambition où le rêve abruti par les réalités, s'est fait permanence. Car rien n'est intangible et si Valéry écrivait que nos civilisations étaient mortelles, Machiavel avant lui, sur le même thème mais dans un autre registre, avait noté qu'on avait « jamais vu qu'aucun gouvernement ait réussi à supprimer son successeur. » Boutade florentine ou perspicacité bonhomme ?

De stratégie d'ensemble il n'y en a aujourd'hui qu'à l'intérieur des blocs et celle-ci qui est leur mode de survie et donc de reproduction veut que chaque disciple

ou esclave marche au pas et que ça parle rond, d'où les rappels à l'ordre et les intimidations en tout genre dont on ne peut à travers le livre qu'apprécier les finesses et les grossièretés.

Mais les empêcheurs de rêver en rond, ces « embêteurs du monde » ont existé ou existent encore et font école. Des pays comme la France et d'autres, parfois du « Tiers Monde » - cet affreux mot de nantis inventé par condescendance - osent d'autres espérances, car comme l'a écrit Michel Jobert : « Nul ne vient relever une nation qui s'abandonne, sinon pour la mettre à son service. » (3)

Nos vingt dernières années sont remplies de la ténacité, de la sagesse, des erreurs et de la prudence des uns et des autres et chaque dirigeant dégagé des miasmes du quotidien y apparaît tel qu'en lui-même enfin...

C'est le mérite d'André Fontaine d'avoir rendu leur place à ces hommes que l'actualité trop souvent transforme en élite. Plusieurs rêvaient tout haut ou tout bas, plusieurs récitaient les rôles d'une comédie qui n'était pas la leur, beaucoup ont alterné l'ensemble.

Délaissant l'historiette et l'anecdote, André Fontaine a bâti son travail en plusieurs tableaux qui se répondent, se complètent ou s'appellent sans pour autant en faire un ouvrage de spécialiste. Il manquait sur cette période un grand livre accessible à tous et qui ferait date : nous l'avons.

H. SAINT VALLIER

(1) André Fontaine -Un seul lit pour deux rêves- Histoire de la détente 1962-1981. Ed. Fayard. Prix franco : 106 F.
(2) Pierre Legendre -Paroles poétiques échappées du texte - Leçons sur la communication industrielle. Prix franco : 82 F.
(3) Michel Jobert -Mémoires d'avenir- Ed. Grasset. Prix franco : 65 F.

pour combattre avec de gaulle

Peu connu jusqu'alors du grand public, le Général Alain de Boissieu avait fait une entrée fracassante dans l'actualité lors des élections présidentielles en annonçant qu'il démissionnerait de sa fonction de Grand Chancelier de la Légion d'Honneur pour ne pas avoir à remettre le grand collier à François Mitterrand.

Son geste fut alors contesté, y compris par un certain nombre de gaullistes qui, en raison même de ses liens familiaux avec le fondateur de la Vème République, auraient souhaité qu'il ne prenne pas parti entre deux candidats aussi éloignés l'un que l'autre du général de Gaulle.

Aucun reproche ne peut être fait, en revanche, au livre qu'il vient de faire paraître sur sa participation à la France Libre. C'est en effet un témoignage d'un grand intérêt et souvent très émouvant : qu'il relate la drôle de guerre et la campagne de Mai 1940; sa captivité et son évasion de l'OFLAG II D; sa seconde captivité en URSS et sa libération avec les autres Français internés, dont Billotte, lors de l'attaque allemande contre la Russie; son arrivée à Londres à l'état-major du général de Gaulle; sa mission dans l'Océan indien avec le général Legentilhomme, Haut Commissaire à Madagascar; enfin la formation, au Maroc et l'épopée en France et en Allemagne de la 2ème DB où il servit courageusement auprès de Leclerc, c'est-à-dire presque toujours en tête de la division jusqu'au nid d'aigle du fuhrer, à Berchtesgaden, dans lequel il trouvera une traduction de « Vers l'armée de métier » annotée par Hitler I

Mais cet ouvrage de souvenirs est aussi parfaitement documenté. Les fonctions qu'il a occupées à Londres et plus tard à Paris - lui ont en effet permis de connaître de nombreuses affaires dont cer-

taines sont encore controversées. Nous citerons parmi elles : l'aide apportée de Syrie par le gouvernement de Vichy aux Irakiens révoltés contre la Grande-Bretagne; l'envoi de la 2ème DB en Angleterre pour que Paris soit libéré par une unité française et la volonté du général de Gaulle de la suivre de près pour tuer dans l'œuf toute tentative de prise du pouvoir du parti communiste, la question des tireurs des toits le 26 août 1944, le projet de restaurer comme empereur d'Annam le prince Vinh San, plus à même que son rival Bao Daï de faire pièce au Viêt-Minh.

Mentionnons tout particulièrement l'affaire Darlan. Dépositaire, notamment du témoignage du général François d'Astier, Alain de Boissieu confirme, contrairement aux déclarations de Madame Henri d'Astier, que le meurtre de l'amiral ne fut ordonné ni par le comte de Paris, ni par le général de Gaulle, mais décidé, comme l'a écrit Philippe Ragueneau, par un groupe de jeunes résistants exaspérés par les « combines » d'Alger.

Le livre se termine en 1946. Mais peut être son auteur lui donnera-t-il une suite puisqu'il a déjà mis en pratique le conseil que lui avait donné le général de Gaulle d'écrire pour les jeunes le récit de ce que leurs aînés ont fait pour la France.

R. LA TOUR

Général de Boissieu -Pour combattre avec de Gaulle- Plon. Prix franco : 78 F.

**ne les oubliez pas
les 24-25 avril
les journées royalistes**

« La gnose de Dieu c'est Jésus-Christ »
St Ignace d'Antioche (l'eph. XVII, 24)

1/ PASSAGE

L'éclipse est malheur, désolation, épreuve, détour au désert annonciateur de la Face : ainsi le nihilisme. Qu'à son encounter revienne la question de la tradition des gens du Livre, se rouvrent les voies de la transcendance dans l'horizon d'une orientalité antérieure, voilà une nouvelle consumant toute actualité. Primauté de la Révélation. Aussi, et quelque ait été son secret de mort, sachons que la pensée de Martin Heidegger s'expose en sa part sacrale à l'idolâtrie. Henry Corbin, son premier traducteur en langue française, s'en détourna-t-il pour avoir deviné l'inutile de la superbe construction, indifférente au drame du Salut ? La quête ainsi inaugurée vit son accomplissement dans l'élection de l'Islam shi'ite et de la terre d'Iran auxquels il consacra son existence. Creuset de Jérusalem où il fit retour, hors du voilement de la modernité.

2/ TERRA INCOGNITA

L'éveil à l'esprit est saisie du don, vision, métamorphose et ce fut la méthode de Corbin en recherche de la vérité et de l'être musulmans, rompant heureusement avec les sciences dites humaines. Non seulement l'œuvre monumentale de traductions et commentaires sauvegarde un secret, allant jusqu'à le rappeler à ses dépositaires, mais l'ordonne à une interrogation réminiscente, une nostalgie. La preuve en est que Corbin a montré, en l'Islam shi'ite, la continuation de la philosophie après Averroès, dans les voies mêmes que l'Occident allait répéter.

De Mohammad, le sceau du cycle de prophéties qui va d'Adam à Jésus et de la loi divine qu'il donna (*sharia't*), le shi'isme ne fait pas contrairement au sunnisme clôture. Se dévoile en creux de la Sharia't le cycle de la *Walayat* où les « aimés de Dieu » manifestent le sens spirituel et ésotérique que le sens juridique voile et préserve. De la succession d'Ali, cousin et gendre du Prophète, l'époux de Fatîma, les Imams reçoivent héritage de l'inspiration. Mainteneurs du Livre descendu du ciel, c'est dire la perpétuité de l'entretien avec l'Ange, règne d'un milieu entre Dieu et l'homme. L'Ange clamé, le temps prononcé comme patience eschatologique et l'homme divinisable dessinent le visage de la gnose shi'ite. Par la découverte de cette *terra incognita*, à la croisée du soufi Ibn'arabî et de l'hellénisant Sohrawardî, Corbin a mis à jour que toute philosophie vraie s'illustre par son *angéologie*, que son histoire est inséparable d'avec celle des théologies mystiques.

3/ LA CITÉ DES ÉMERAUDES

Un nom peut ici suffire à la mesure d'un tel dénouement : Sohrawardî, maître des Ishfâqîyûn, rénovateur des anciennes sagesse d'Hermès, Platon et Zoroastre; le Shaykh martyr assassiné en 1191 à 36 ans pour avoir professé que Dieu peut créer un nouveau prophète; l'âge même de Corbin à son entrée en Perse, et qui depuis en fit « son guide et compagnon invisible ».

henry corbin, pèlerin d'orient

La théorie de l'*Imaginal*, centre du chant sohrawardien présente le miroir de notre marche, vers l'Orient métaphysique, de son avancée vers nous. Quatrième dimension unissant le sensible et l'intelligible, monde du milieu, dans l'imaginal sont les demeures de l'âme. Les formes essentielles manifestant le Dieu inconnaissable s'y lèvent en « cités d'émeraude ». A ce royaume d'événements spirituels qui définit l'histoire réintégration, aspire la puissance imaginatrice, désireuse de résurrection. Tradition de l'angéologie et la médiété irréductible à une topologie de cultures; de la présence d'un courant imaginal clandestin aux prétendues « lumières » (Boehme, Swedenborg, St Martin...) L'herméneutique d'Henry Corbin passe le témoignage, désigne le caractère fatal de son oubli et négation.

4/ GNOSE

Guénon, parti au Caire, s'y convertit au Soufisme, Massignon, l'ainé des études islamiques, catholique enraciné, adopta le rite byzantin de langue arabe. Corbin, lui, alla vers la gnose, « le mariage du ciel et de l'enfer », ce lieu archétypal des théophanies comblant l'abîme entre l'un, inaccessible, et le monde. Il y entendait que la désacralisation du Cosmos et l'idolâtrisation de l'histoire résultent de son oubli, que le refus de la laïcisation et de socialisation de la spiritualité est gloire des gnostiques, habités de cette dimension autre. Laquelle est *fravarti* des mazdéens, *madonna intelligenza* des fidèles d'Amour, *sophia* des illuministes, Sagesse divine diffractée en raisons pré-éternelles, Ame du monde une de sa transcendance dont la connaissance contemplative donne salut. Sous les auspices de « l'église intérieure », communauté de l'ésotérisme des monothéismes, et dans l'unité de l'imaginal, la gnose est invoquée comme recours devant le nihilisme.

5/ LA CROIX ?

Reste le Christ, la folie et le scandale de Dieu en croix. Car trace la plus prégnante selon Corbin, à la source de l'essor occidental et des uto-

pies sociales, se trouve le déplacement de la prophétie chrétienne en messianisme terrestre du monde imaginal en ce monde, d'un moment « hiéro-historique » en Eglise. Le langage des hérésies et d'un certain judéo christianisme des premiers siècles renouvelé, l'incarnation et la double nature se voient rejetées. Voilà la ligne de partage infranchissable; et ce en quelques indications.

Non que l'imaginal ne soit point. Destin soumettant l'homme ancien, le Christ le descelle, le rompt par la parabole ouvrant au Royaume, abolissant la distance, sans porter atteinte à la différence. Reconnaître cette médiété par où la modernité effectivement chavire peut se faire hors d'un néo-platonisme spiritualisé, miel de poison mêlé. Et Pierre Boutang, enseignant le docteur *angélique* et Vico, la montre unie dans l'analogie du corps à l'entière création, mystère parlant de la personne. Il est d'autre part, dans la Patristique grecque, une théologie des noms divins, réellement christique, dont il faudra bien qu'elle soit quelque jour entendue. La confusion du Paraclet et de la Vierge, mère de Dieu, en une sophie, impossible quatrième hypostase, l'ignorance du cœur ecclésial qu'est le monachisme, prophétie du second avènement, martyrologue non sanglant, arguent contre Corbin.

Répétition de la limite de toute gnose : l'incompréhension de la kénose et l'éviction de la question du mal. Le refus de l'expérience terrible de simplicité qu'est l'église, corps mystique : « Christ, le Dieu fait homme, est ressuscité » est alors fuite devant le rachat du Temps.

6/ LE NOÉUD GORDIEN

Et le mal domine, nuit sur la nuit, au point qu'il faille « allumer les lampes en plein jour », selon le mot de Nietzsche ? Henry Corbin s'éteignait alors que « la terre couleur de ciel » entrât en révolution. La mystique shi'ite somnait dans l'enfer de l'histoire, trahissant son esprit.

Signe que le nihilisme mondial ignore l'arrêt, se moque des géographies de l'âme. En fin de ce pèlerinage oriental, il y eut cette douleur doublée de l'inquiétude grave quant à l'écho de l'œuvre. Dans l'infirmité de notre nom où nous jouons l'humanité de l'homme; la récente fortune du symbolique risque paradoxalement d'accroître le goût du néant, profitant d'une confusion. Si l'actuel retour s'accompagnait d'un investissement par le mytique tellurique, on verrait alors se lever un Babel spiritualiste qui ne tarderait pas à charrier l'obscur et le sang. Là est la question, infiniment tragique.

Jean-François COLOSIMO

AU SEIN DE L'ŒUVRE D'HENRY CORBIN

« En Islam iranien » (4 tomes, Gallimard)
« Histoire de la philosophie musulmane »
(2 tomes, Gallimard)
« Corps spirituel et terre céleste »
(2ème éd. Buchet - Chastel)
« Temple et contemplation » (Flammarion)
Sohrawardî : « L'Archange empourpré »
(traduction et commentaire d'Henri Corbin - Fayard)

les éternités provisoires



■ les légions de Volubilis élevèrent des temples...

«... surgir du fond des eaux le regret souriant»
Baudelaire

N'était la modestie de son cours, la rivière aux grenades évoquée par M. Jobert devrait revêtir, aux yeux du lecteur bien appris, les couleurs indistinctes du fleuve héraclitéen «où nul ne saurait se baigner deux fois».

La véhémence conquérante de plusieurs empires, en quelques siècles, ne prévaudra pas contre cette banalité philosophique. Les légions de Volubilis élevèrent des temples à leur pérennité militaire, pour les chaudronniers indigènes ou l'érudition embaumeuse de M. Carcopino.

Deux mille ans plus tard, les Américains passeront avec plus de bruit, et moins de curiosité : ils allaient bouter l'Allemand hors d'Afrique, et bientôt les Français. L'ironie de l'histoire est à base de bonne volonté et de bonne conscience.

Deux générations durant, quelques milliers de Français auraient ce rêve en partage, d'un pays neuf à défricher. La France avait elle aussi son Ouest extrême; mais cette Californie plus discrète était un

royaume ensommeillé, qui avait d'autres rêves, où les pionniers d'Europe étaient intrus. Si négligents qu'ils fussent à le savoir, on le leur rappellerait un jour. L'Administration pourra bien qualifier «incidents», après la guerre, quelques incendies de fermes et quelques assassinats de fermiers : il faudra bientôt partir. On laissera là ses espoirs de perpétuation, avec les villes nouvelles très rectilignes et les églises à peine sorties de terre. Un jardinier orléanais (de ceux qui, selon Péguy, recevront en héritage de Dieu le jardin de Paradis) aura fait des rives de l'Oued un alignement de vergers, pour quelques crues à venir, qui les effondreront.

La Rivière aux Grenades retrace la chronique de ces vies ténues et laborieuses, encombrées de pei-

LETTRES

nes et d'ambitions. Leur patience obstinée contre le vent, l'espace et les sauterelles les fait indifférents à l'histoire majuscule, qui gronde à portée de canon dans le Rif, et ailleurs. Les aveugles ravages dont elle sera cause, ici ou là, dans quelques existences - guerre, émigration, ruine économique - prendront le masque fatal des calamités attendues.

Nul besoin d'un sermon de Bossuet : la précarité des hommes et de leurs œuvres est ici la chose du monde la mieux ressentie. «A cette époque, on partait vite, et sans façon, avant l'âge, dans le contingent à livrer, en tribut, à l'aventureuse médiocrité». La guerre lointaine fera de ces colons des soldats; il faudra quitter la terre, si durement et passagèrement soumise, et s'en aller mourir en Tunisie ou dans les Vosges. Quelques-uns de la génération née au Maroc, n'auront eu que «dix ans d'internat et deux ans de service militaire, pour toute vie». Ainsi, jour après jour, «la petite pierre du malheur tombait au hasard dans une rue de la ville, sur l'immobilité des champs».

Elle ne cessera de tomber, et la victoire trompeuse, puis dix ans d'accalmie ne détourneront pas le cours des choses, et ses arrachements. Qu'importeront tant de vies saccagées ? Le hasard tient lieu de volonté et de destin aux anonymes, à toute cette menuaille d'hommes qui permet tout et ne compte pas. L'histoire est cette attente, ce long espoir de rien jonché de petits rêves déçus et de révoltes vaines.

Que reste-t-il de tant de craintes, d'illusions et de fureurs contraires ? La rivière aux grenades prodigue depuis toujours, en vain, à ceux qui l'avoisinent ou la traversent, une leçon d'immuabilité. Saison après saison, elle fait assaut de stoïcisme avec le vent, les fleurs et les étoiles. L'oubli recouvrira tout. Reste, en attendant la victoire de sa sérénité facile, à recueillir quelques menus vestiges de toutes ces vies passées. Puis à transmuier, pour un monument périssable, quelques petits faits quotidiens en éternité littéraire.

Philippe BARTHELET

Michel Jobert - *La rivière aux grenades* - Ed. Albin-Michel, prix franco : 67 F.

P.S.: Une coquille malencontreuse a subsisté dans mes «Choses lues». Je n'y parlais pas de l'admiration, mais de l'administration de M. Estève - ce qui sied mieux à un sous-préfet.

georg traki

De Vienne de la fin du monde «Athènes de notre siècle» et pourtant la pure inactuelle, émerge la figure de Georg Trakl «aiguille aveugle vers minuit grimpant.» Cheminant de pair avec Kraus, Musil, Wittgenstein, son destin fut d'un plus haut partage. Témoin qui dans notre langue impérativement se prononce martyr, Trakl le fut à cette pointe extrême où toute salutation du monde se fait toujours en rivage de mort.

Eaux encloses, visions du ciel, bois, forêts et leur bestiaire, couleurs par trop lumineuses : tout lieu est inscription du déchoir toute trace celle du faillir. L'éternelle remémoration de la mort à quoi tout est voué, est l'ultime impérissable par la prononciation incessante du deuil. Et le poème par delà la faute et la chute, s'accuse de l'impossibilité de sa rémission parce que d'être après le Christ. Impossibilité qui n'est pas par l'absence divine ou l'épreuve de son silence mais par l'abolition du Temps «où l'homme en une muette prière luttait... pour le chef vivant de Dieu», temps englouti par «la nuit qui engloutit la race maudite.» Errant et foudroyé, l'homme traverse le désert de l'absence à l'homme depuis que le temps de lui s'est exilé. Et le chant de se livrer en une plainte secrète, unique lamentation, infiniment répétée : «O la longue, la lente déchéance de notre race» :

Georg Trakl mourut à l'hôpital militaire de Cracovie le 3 novembre 1914 d'un empoisonnement par cocaïne dont on ne peut savoir s'il fût accident ou suicide. L'ultime vers du poète en retour vers «les maisons désertes des Pères» célèbre

«La flamme ardente de l'esprit
Les descendants non nés encore.»

*

**

Ce sont deux revues de poésie qui font l'actualité de Trakl et non la déplorable traduction parue chez Gallimard des O.C. (N.R.F.) ou l'étude de M. Heidegger dans «Acheminement à la parole «qui enferme le poète autrichien dans l'imaginaire allemand cet autre, et ignore délibérément son baptême. On lira donc «les Vingt-quatre poèmes» traduits par G. Roud peu avant sa mort, recueillis par Ph. Jacottet et édités par Fouad el Etr à «la Délirante» et d'autre part les traductions de Guillevic accompagnées d'études qui forment le numéro 4 des «Cahiers de l'Obsidiane».

Jean-François COLOSIMO

«La Délirante», 54, rue de Seine, 75006 Paris
«Cahiers de l'Obsidiane», 50, rue des Abbesses, 75018 Paris.

ACTION ROYALISTE

MERCREDIS DE LA NAR

Mercredi 24 mars : le professeur Albert JACQUARD, directeur du département de génétique de l'I.N.E.D. : «Au péril de la science ? Interrogation d'un généticien».

Mercredi 31 mars, 7 et 14 avril pas de réunion en raison des vacances de Pâques, mais nombreuses activités de propagande pour les Journées royalistes, téléphonez nous pour vous inscrire.

Reprise des réunions le mercredi 21 avril.



NOUVEAU JOURNAL
ROYALISTE

Dernier né dans la presse royaliste : «**Connexion**», 25 pages, format 21 x 29,7 joliment illustré, ce journal est réalisé par des jeunes de la N.A.R. à Toulouse. Avis aux collectionneurs, le numéro 1 sera envoyé contre 10 F à l'ordre d'Olivier Prades, Boîte Postale 312, 31005 Toulouse Cedex. Avis à ceux qui veulent soutenir une initiative sympathique et originale, on s'abonne en faisant parvenir au même un chèque de 30 F (pour 3 numéros), 55 F (pour 6 numéros), 129 F (6 numéros, abt de soutien).

24 et 25 avril

journées royalistes

Il y a quinze jours nous vous indiquions les grandes lignes et les temps forts de ces journées royalistes ou alterneront conférences, débats publics et forum de discussion dans l'ambiance traditionnelle d'ouverture, de dialogue et d'amitié qui caractérise notre mouvement.

La préparation de ces journées occupe actuellement l'essentiel de notre temps et nos amis doivent se mobiliser pour nous aider.

En Province, il s'agit de prévenir vos proches, de les convaincre de l'intérêt de ces journées (nous vous garantissons qu'ils ne seront pas déçus...), d'organiser votre voyage : des fichets vous permettant d'obtenir une réduction de 20% sur le prix du train sont envoyés systématiquement à tous les acheteurs de vignette, ou sur demande de votre part. Ces billets à réduction sont valables du 19 au 25 avril pour l'aller et du 24 au 30 avril pour le retour, ce qui permet de jumeler votre participation aux journées avec un séjour à Paris.

Pour les Parisiens, nous avons un besoin **urgent** d'aides diverses :
— 1er objectif : assurer un très important travail administratif pour l'envoi d'un numéro spécial du journal à près de 6000 personnes. Rédaction de bandes-adresses, pliages, timbrage **tout doit être terminé avant le 5 avril**.

— 2ème objectif : assurer la propagande extérieure par les ventes du journal et des distributions de tracts (téléphonez nous pour les heures et dates - 297.42.57) et les collages d'affiches pour lesquels

nous avons besoin de véhicules et de bras (tous les vendredis et samedis soir, ainsi que le dimanche toute la journée).

— 3ème objectif : assurer le bon déroulement matériel des journées. Nous avons besoin : de connaître les personnes qui pourraient loger des provinciaux, celles qui accepteraient de tenir stands, contrôle des billets, buffet, etc. pendant une partie des journées.

Enfin pour tous, la diffusion des vignettes qui nous permettent de couvrir les frais d'organisation, mais sont aussi un gage de succès

des journées : une fois la vignette vendue, la présence de l'acheteur aux Journées est pratiquement certaine.

Toutes ces tâches matérielles, qui sont urgentes et indispensables pour le succès des Journées ne pourront être remplies qu'avec l'aide de tous nos militants et sympathisants. Le plus ou moins grand succès des Journées royalistes 82 est directement proportionnel à l'effort personnel que vous aurez accompli : **C'est maintenant qu'il faut y penser et non pas le lendemain des Journées !**

Yvan AUMONT

COMMANDEZ VOS VIGNETTES !

Les vignettes pour les Journées Royalistes sont à la fois des billets d'entrée à prix réduit (20 F au lieu de 30 F) et un soutien financier pour nous, qui avons dès aujourd'hui à assumer les frais d'organisation. Des carnets de 5 vignettes à un prix encore plus réduit (15 F la vignette soit 50% de réduction sur le prix d'entrée) sont disponibles.

BON DE COMMANDE DES VIGNETTES

NOM : Prénom :

Adresse :
.....

Commande des vignettes d'entrée pour les Journées Royalistes.

..... Vignettes de soutien à 100 F, soit : F

..... Vignettes normales à 20 F, soit : F

..... Carnets de 5 vignettes à 75 F, soit : F

soit un total de : F

Règlement à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (35 F), 6 mois (65 F), un an (110 F), de soutien (250 F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :
.....

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

La place qu'occupe la télévision dans les soucis des hommes politiques est en elle-même suspecte, et la polémique qui se développe depuis quelques semaines me semble tout à fait déplacée. Certes, tout responsable politique a le droit d'exiger que l'information télévisée reflète la diversité des opinions. Mais un parti est-il fondé à se pencher sur le contenu des programmes, à se faire juge de la qualité des émissions, à décréter que la télévision est devenue «ennuyeuse» ? Si MM. Marchais et Chirac s'ennuient devant leur récepteur, qu'ils tournent le bouton. Il y a, des journalistes qui ont pour métier de regarder les programmes et de dire leur sentiment; la prétention des partis politiques à les remplacer devrait paraître insupportable.

Au contraire, les opinions de la droite ou du Parti communiste sont écoutées, et tellement prises au sérieux que beaucoup croient maintenant de bonne foi que la télévision a changé depuis le 10 mai, qu'elle est devenue socialiste et ne cesse de diffuser des programmes «culturels» parfaitement accablants. Pourtant, il est évident que, à quelques exceptions près, ce sont les mêmes journalistes qui donnent des nouvelles suivies de films, de variétés ou de «dramatiques» dont le style et le contenu n'ont pas été bouleversés. Le fait que M. Mauroy parle désormais avant M. Chirac n'est pas une révolution et, si le retour de Michel Polack indispose, il est possible de regarder Michel Drucker le samedi à la même heure. On annonce même le retour de Guy Lux à l'automne ! En fait, depuis des années, nous entendons les mêmes critiques et les mêmes réponses. La seule différence est que c'est maintenant la droite qui brandit l'étendard de la liberté, de la qualité, de la diversité, tandis que la gauche entre dans le piège de la réforme. Piège, en effet. Car si rien n'a changé depuis le 10 mai, il est malheureusement probable que rien ne changera après le vote de la nouvelle loi.

Bien sûr, tant que l'expérience ne sera pas faite, il sera facile de crier au procès d'intention. Mais on peut déjà constater un recul par rapport à ce que préconisait M. Moinot; et surtout, le poids des habitudes mentales et des structures est tellement grand que nul n'a le courage ou la force d'en libérer la télévision. Pourtant, à l'origine, le pouvoir socialiste a certainement été animé d'excellentes intentions, qui se retrouvent d'ailleurs dans le projet de réforme. C'est très bien de créer une Haute autorité composée de membres irrévocables, disposant d'un mandat non-renouvelable, qui nommeront les P.D.G. des chaînes et veilleront

la réforme impossible



par
bertrand
renouvin

au respect du cahier des charges. Il y a là une volonté de créer une institution indépendante, qu'il convient de saluer. C'est très bien de vouloir une véritable régionalisation, qui accompagnera le mouvement général de décentralisation. Et c'est très bien de se soucier des conditions de la création...

Mais tout cela ne fait que reprendre les excellentes intentions du précédent régime : il y avait aussi, dans la loi de 1974, une autorité composée en majorité de personnalités indépendantes de l'Etat, et des chaînes régionales, et de beaux discours sur la création et sur la vocation culturelle de la télévision. Hélas, comme l'expliquait Marcel Jullian lors d'un récent «Mercredi de la NAR», les personnalités indépendantes furent, par la force des choses, d'un conformisme total, les directeurs régionaux de FR3 devinrent des représentants du pouvoir central, et l'exigence de création fut noyée sous les contraintes techniques et les manœuvres syndicales ou anti-syndicales.

La même logique semble devoir se remettre en marche. Déjà, il est prévu que la Haute autorité sera composée de deux membres désignés par le Président de la République, et de deux autres désignés par le Sénat et l'Assemblée nationale - ce qui est une solide garantie contre toute tentation non-conformiste. Déjà, on prévoit que les stations régionales de FR3 fonctionneront dans le cadre d'une

«coordination nationale» qui risque de restreindre, toujours par la force des choses, l'autonomie annoncée. Pour le reste, il y a fort à parier que les émissions futures ressembleront comme des sœurs à celles d'hier, tout simplement parce que les dramatiques coûtent très cher, parce que les féodalités ne seront pas détruites, parce que le système des sondages d'écoute, des droits d'auteur, des contraintes administratives et financières interdit toute véritable révolution. Conclusion :

— la télévision est une société bloquée, et le restera. Cela regarde les téléspectateurs, qui peuvent ou non accepter leurs habitudes, mais certainement pas le Pouvoir qui n'a pas plus à s'occuper de la qualité, de la diversité et de l'intérêt des programmes que du contenu des livres ou des films qui sont diffusés ou publiés sur le territoire.

— la télévision demeurera, malgré les bonnes intentions, la servante de l'Etat, c'est-à-dire, dans notre système, du parti majoritaire. La droite s'en indigne et s'en indignera, mais elle a largement profité de ce système lorsqu'elle était au pouvoir, soit lorsque le gouvernement donnait des ordres, soit lorsqu'il contraignait les journalistes à l'autocensure. Mais la gauche aurait tort de se draper dans sa vertu puisqu'elle remplace un vice par un autre : celui de Giscard était le cynisme; celui de la gauche est de vouloir enseigner le «bien», tant elle est sûre de le connaître et de l'incarner. Une telle conviction est dangereuse pour un parti qui a une pensée et les moyens de l'imposer. Heureusement, le Parti socialiste est minoritaire et n'a qu'un programme, ce qui le met à l'abri des mesures totalitaires. Nous ne subissons donc que les discours édifiants des messieurs et des dames d'œuvres du P.S. (qui risquent d'inciter aux pires péchés politiques) et, si le Pouvoir se sent menacé, les pitoyables censures du régime précédent.

Les choses demeureront en l'état tant que le pouvoir se confondra avec un parti qui se prend pour la France et croit détenir les moyens de son salut. C'est dire que la vraie libération de la télévision exige l'instauration d'un Etat-arbitre qui, coupant son lien avec la télévision, se bornerait à poser quelques règles générales, comme il en existe pour d'autres spectacles, la laissant libre de dire et de créer à sa guise. Car après tout, comme le dit Jullian, «la télévision n'est pas l'âme de la France» mais l'instrument mineur de divertissements furtifs.

Bertrand RENOUVIN